6ème Chambre ROLE DE L'AUDIENCE PUBLIQUE DU : 15/05/2025

Page: 1/5

Date: 24/04/2025

tenue sous la présidence de Monsieur BROSSIER, assisté(e) de Madame CHARPY et Madame POULIQUEN, Conseillères En présence de Monsieur SECCHI, Rapporteur public Madame DAN, Greffière

09 heures 30

01)	DOSSIER N° 2412764	RAPPORTEUR:	Monsieur Jean-Baptiste BROSSIER
Titre de l'affaire	Annuler l'arrêté en date du 4 novembre 2024 par lequel le préfet des Bouches-du-Rhône a refusé au requérant, son admission au séjour avec obligation de quitter le territoire sans délai, a prononcé une interdiction de retour sur le territoire français d'un an et l'a informé qu'il faisait l'objet d'un signalement aux fin de non admission dans le système d'information Schengen pour la durée de l'interdiction de retour.		
	Nom des parties	Représentants	s des parties
Demandeur	Monsieur H	Maître GILBERT	Flora (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE		
02)	DOSSIER N° 2412769	RAPPORTEUR:	Monsieur Jean-Baptiste BROSSIER
Titre de l'affaire	Annuler l'arrêté en date du 24 octobre 2024 par lequel le préfet des Bouches-du-Rhône a refusé au requérant, son admission au séjour avec obligation de quitter le territoire, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de l'arrêté, à destination du pays de son choix, a prononcé une interdiction de retour sur le territoire français pour une durée de deux ans et l'a informé d'un signalement au fin de non admission dans le système d'information Scheng pour la durée de l'interdiction de retour.		
	Nom des parties	Représentants	s des parties
Demandeur	Monsieur A	Maître CAVÉ Jul	lia (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE		

6ème Chambre ROLE DE L'AUDIENCE PUBLIQUE DU : 15/05/2025

Page: 2/5

Date: 24/04/2025

09 heures 30

04)	DOSSIER N° 2412783	RAPPORTEUR:	Monsieur Jean-Baptiste BROSSIER
Titre de l'affaire	Annuler l'arrêté en date du 4 novembre 2024 par lequel le préfet des Bouches-du-Rhône a refusé au requérant, son admission au séjour avec obligation de quitter le territoire, à destination du pays de son choix, a prononcé une interdiction de retour sur le territoire français pour une durée d'un an et l'a informé d'un signalement au fin de non admission dans le système d'information Schengen pour la durée de l'interdiction de retour.		
	Nom des parties	Représentants	des parties
Demandeur	Monsieur B	Maître GILBERT	Flora (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE		
05)	DOSSIER N° 2412789	RAPPORTEUR:	Monsieur Jean-Baptiste BROSSIER
Titre de l'affaire	Annuler l'arrêté en date du 28 octobre 2024 par lequel le préfet des Bouches-du-Rhône a refusé au requérant, son admission au séjour avec obligation de quitter le territoire, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de l'arrêté, à destination du pays de son choix.		
	Nom des parties	Représentants	des parties
Demandeur	Madame A	Maître CLERC C	assandre (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE		
06)	DOSSIER N° 2412760	RAPPORTEUR:	Monsieur Jean-Baptiste BROSSIER
	Annuler l'arrêté en date du 7 novembre 2024 par lequel le p	oréfet des Bouches-du-Rhône	·
	Annuler l'arrêté en date du 7 novembre 2024 par lequel le p	oréfet des Bouches-du-Rhône	a refusé au requérant, son admission au date de notification de l'arrêté, à destination du pays de son choix
	Annuler l'arrêté en date du 7 novembre 2024 par lequel le p séjour avec obligation de quitter le territoire, dans un délai d	oréfet des Bouches-du-Rhône a le trente jours à compter de la	a refusé au requérant, son admission au date de notification de l'arrêté, à destination du pays de son choix s des parties

6ème Chambre ROLE DE L'AUDIENCE PUBLIQUE DU : 15/05/2025

Page: 3/5

Date: 24/04/2025

09 heures 30

07)	DOSSIER N° 2412778	RAPPORTEUR:	Monsieur Jean-Baptiste BROSSIER
Titre de l'affaire	Annuler l'arrêté en date du 23 octobre 2024 par lequel le préfet des Bouches-du-Rhône a refusé au requérant, son admission au séjour avec obligation de quitter le territoire, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de l'arrêté, à destination du pays de son choix, a prononcé une interdiction de retour sur le territoire français pour une durée de deux ans et l'a informé d'un signalement au fin de non admission dans le système d'information Schengen pour la durée de l'interdiction de retour.		
	Nom des parties	Représentants	des parties
Demandeur	Madame B EPOUSE R	Maître VINCENS	INI Vannina
Défendeur	PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE		
08)	DOSSIER N° 2412779	RAPPORTEUR:	Monsieur Jean-Baptiste BROSSIER
Titre de l'affaire	Annuler l'arrêté en date du 21 octobre 2024 par lequel le préfet des Bouches-du-Rhône a refusé au requérant, son admission au séjour avec obligation de quitter le territoire, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de l'arrêté, à destination du pays de son choix, a prononcé une interdict de retour sur le territoire français pour une durée de deux ans et l'a informé d'un signalement au fin de non admission dans le système d'information Schene pour la durée de l'interdiction de retour.		
	quitter le territoire, dans un délai de trente jours à com de retour sur le territoire français pour une durée de de	pter de la date de notification de l'ar	rêté, à destination du pays de son choix, a prononcé une interdiction
	quitter le territoire, dans un délai de trente jours à com de retour sur le territoire français pour une durée de de	pter de la date de notification de l'ar	rêté, à destination du pays de son choix, à prononcé une interdiction ent au fin de non admission dans le système d'information Schengen
Demandeur	quitter le territoire, dans un délai de trente jours à comp de retour sur le territoire français pour une durée de de pour la durée de l'interdiction de retour.	pter de la date de notification de l'ar eux ans et l'a informé d'un signalem	rêté, à destination du pays de son choix, a prononcé une interdiction ent au fin de non admission dans le système d'information Schengen des parties
	quitter le territoire, dans un délai de trente jours à com de retour sur le territoire français pour une durée de de pour la durée de l'interdiction de retour. Nom des parties	pter de la date de notification de l'ar eux ans et l'a informé d'un signalem Représentants	rêté, à destination du pays de son choix, a prononcé une interdiction ent au fin de non admission dans le système d'information Schengen des parties
Demandeur	quitter le territoire, dans un délai de trente jours à com de retour sur le territoire français pour une durée de de pour la durée de l'interdiction de retour. Nom des parties Monsieur R	pter de la date de notification de l'ar eux ans et l'a informé d'un signalem Représentants	rêté, à destination du pays de son choix, a prononcé une interdiction ent au fin de non admission dans le système d'information Schengen des parties
Demandeur Défendeur 09)	quitter le territoire, dans un délai de trente jours à comp de retour sur le territoire français pour une durée de de pour la durée de l'interdiction de retour. Nom des parties Monsieur R PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE DOSSIER N° 2412780	pter de la date de notification de l'ar eux ans et l'a informé d'un signalem Représentants Maître VINCENS RAPPORTEUR:	rêté, à destination du pays de son choix, a prononcé une interdiction ent au fin de non admission dans le système d'information Schengen des parties INI Vannina Monsieur Jean-Baptiste BROSSIER refusé au requérant, son admission au séjour avec obligation de
Demandeur Défendeur 09)	quitter le territoire, dans un délai de trente jours à comp de retour sur le territoire français pour une durée de de pour la durée de l'interdiction de retour. Nom des parties Monsieur R PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE DOSSIER N° 2412780 Annuler l'arrêté en date du 24 octobre 2024 par lequel	pter de la date de notification de l'ar eux ans et l'a informé d'un signalem Représentants Maître VINCENS RAPPORTEUR:	rêté, à destination du pays de son choix, a prononcé une interdiction ent au fin de non admission dans le système d'information Schengen des parties INI Vannina Monsieur Jean-Baptiste BROSSIER refusé au requérant, son admission au séjour avec obligation de rêté, à destination du pays de son choix.
Demandeur Défendeur 09)	quitter le territoire, dans un délai de trente jours à comp de retour sur le territoire français pour une durée de de pour la durée de l'interdiction de retour. Nom des parties Monsieur R PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE DOSSIER N° 2412780 Annuler l'arrêté en date du 24 octobre 2024 par lequel quitter le territoire, dans un délai de trente jours à comp	repter de la date de notification de l'areux ans et l'a informé d'un signalement Représentants Maître VINCENS RAPPORTEUR: le préfet des Bouches-du-Rhône a pter de la date de notification de l'ar	rêté, à destination du pays de son choix, a prononcé une interdiction ent au fin de non admission dans le système d'information Schengen des parties INI Vannina Monsieur Jean-Baptiste BROSSIER refusé au requérant, son admission au séjour avec obligation de rêté, à destination du pays de son choix. des parties

6ème Chambre ROLE DE L'AUDIENCE PUBLIQUE DU : 15/05/2025

Page: 4/5

Date: 24/04/2025

09 heures 30

10)	DOSSIER N° 2412781	RAPPORTEUR:	Monsieur Jean-Baptiste BROSSIER
Titre de l'affaire	Annuler l'arrêté en date du 24 octobre 2024 par lequel le préfet des Bouches-du-Rhône a refusé au requérant, son admission au séjour avec obligation de quitter le territoire, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de l'arrêté, à destination du pays de son choix, a prononcé une interdiction de retour sur le territoire français pour une durée de deux ans et l'a informé d'un signalement au fin de non admission dans le système d'information Schengen pour la durée de l'interdiction de retour.		
	Nom des parties	Représentants	des parties
Demandeur	Monsieur B	Maître CARMIER Sylvain	
Défendeur	PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE		
11)	DOSSIER N° 2412787	RAPPORTEUR:	Monsieur Jean-Baptiste BROSSIER
Titre de l'affaire	Annuler l'arrêté en date du 23 octobre 2024 par lequel le préfet des Bouches-du-Rhône a refusé au requérant, son admission au séjour avec obligation de quitter le territoire, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de l'arrêté, à destination du pays de son choix, a prononcé une interdiction d retour sur le territoire français pour une durée de deux ans et l'a informé d'un signalement au fin de non admission dans le système d'information Schengen pou la durée de l'interdiction de retour.		

Nom des parties

Demandeur Monsieur M

Défendeur PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE

Représentants des parties

Maître ANT Kiymet

6ème Chambre ROLE DE L'AUDIENCE PUBLIQUE DU : 15/05/2025

Page: 5 / 5

Date: 24/04/2025

09 heures 30

12)	DOSSIER N° 2501727	RAPPORTEUR: Monsieur Jean-Baptiste BROSSIER	
Titre de l'affaire	Demande au tribunal d'annuler la décision de refus de dél préfet des Bouches-du-Rhône à du 6 mars 2024.	ivrance de titre de séjour et l'obligation de quitter le territoire français dans le délai de trente jours du	
	·	une durée de 2 ans et, par conséquent, le signalement aux fins de non-admission dans le Système	
	d'Information Schengen + injonction. De mettre à la charge de l'État la somme de 1 500 euros hors taxes au titre des frais irrépétibles au profit de Me Colas sur le fondement de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 sous condition que celle-ci renonce à l'indemnité prévue par l'État.		
	Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur P	Maître COLAS Sandrine (Cour)	
Défendeur	PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE		
13)	DOSSIER N° 2501728	RAPPORTEUR: Monsieur Jean-Baptiste BROSSIER	
Titre de l'affaire	Demande au tribunal d'annuler la décision de refus de délivrance de titre de séjour et l'obligation de quitter le territoire français dans le délai de trente jours du préfet des Bouches-du-Rhône à du 6 mars 2024. Ainsi que l'interdiction de retour sur le territoire français d'une durée de 2 ans et par conséquent, le signalement aux fins de non-admission dans le Système d'Information Schengen + injonction.		

De mettre à la charge de l'État la somme de 1 500 euros hors taxes au titre des frais irrépétibles au profit de Me Colas sur le fondement de l'article 37 de la

Nom des parties

Demandeur Madame G

Défendeur PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE

loi du 10 juillet 1991 sous condition que celle-ci renonce à l'indemnité prévue par l'État.

Représentants des parties

Maître COLAS Sandrine (Cour)

Arrêté le 24/04/2025 Le président du tribunal